

ORDRE DU JOUR

I – Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 27 décembre 2019.

II – COMMISSION DES FINANCES :

001/2020 – Approbation du compte de gestion 2019.

002/2020 – Approbation des comptes administratifs 2019.

003/2020 – Rapport d'orientations budgétaires 2020.

III – COMMISSION TRAVAUX – URBANISME – ENVIRONNEMENT :

004/2020 – Constitution de servitude au bénéfice du SDEE 47.

005/2020 – Aménagements urbains- Demande de subvention au titre de la DETR par tranche fonctionnelle

IV – COMMISSION SPORTS — LOISIRS :

006/2020 – Demande de subvention pour un emploi associatif.

007/2020 – Demande de subvention pour la poursuite d'un emploi associatif

V – COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES :

008/2020 – Demande de subvention exceptionnelle pour l'association des Amis de l'Harmonie.

VI – AFFAIRES GENERALES :

009/2020 – Réévaluation de la participation à la protection sociale complémentaire

010/2020 – Décisions prises par délégation du Conseil municipal

VII – QUESTIONS DIVERSES.

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 26 FEVRIER 2020

Le vingt-six février deux mil vingt, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. BOLDINI, Mme FRAUCIEL, M. DOUCET, M. DUCASSE, Mme CASTAGNET, Mme DA COSTA FREITAS, Mme ABADIA, Mme MULET, Mme TAUZIN, M. PHILIPPE, M. TERMES, M. REMAUT, Mme COSTA, Mme GIRARD, M. LANZUTTI, Mme VIDAL.

Absents ayant donné pouvoir : Mme ZANETTE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. GERBEAU a donné pouvoir à M. DUCASSE, M. FAURICHON DE LA BARDONNIE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. SANS a donné pouvoir à M. PHILIPPE, M. BELLOC a donné pouvoir à Mme VIDAL.

Absents : Mme COULON, M. LAMBROT.

Secrétaire de séance : Monsieur BOLDINI Jean-Baptiste.

Madame le Maire procède à l'appel.

Madame le Maire précise qu'il s'agit du dernier Conseil municipal du mandat et remercie madame Bouey, responsable de la Direction générale des finances publiques à Casteljaloux, d'être présente.

I – Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 27 décembre 2019 :

Le procès-verbal du Conseil municipal du 27 décembre 2019 est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

II – COMMISSION DES FINANCES :

Objet : N°001/2020 – Approbation du compte de gestion 2019 :

Madame Bouey présente le compte de gestion de la commune et des budgets annexes à l'assemblée.

Monsieur Boldini fait observer que depuis les trois dernières années, la trésorerie de la commune est très confortable.

Madame Bouey confirme et précise que cette trésorerie permet de ne pas avoir à se soucier des dépenses courantes.

Monsieur Boldini observe aussi que la capacité d'autofinancement (CAF) est en constante augmentation.

Madame Bouey confirme que la commune dégage un peu plus d'épargne. Les graphiques sont la traduction des chiffres.

Les comptes de gestion étant conformes aux comptes administratifs, ils sont adoptés à l'unanimité.

Objet : N°002/2020 – Approbation des comptes administratifs 2019 :

Monsieur Boldini fait une présentation et une synthèse des comptes administratifs de la commune, du complexe touristique et du camping municipal.

En l'absence de questions, madame le Maire quitte la salle.

Monsieur Boldini soumet les comptes administratifs au vote :

Le compte administratif de la commune est adopté à la majorité avec deux abstentions (Mme Vidal et, par procuration, M Belloc).

Le compte administratif du complexe touristique est adopté à la majorité avec deux abstentions (Mme Vidal et, par procuration, M Belloc).

Le compte administratif du camping de la piscine est adopté à la majorité avec deux abstentions (Mme Vidal et, par procuration, M Belloc).

Objet : N°003/2020 – Rapport d’orientations budgétaires 2020 :

Madame le Maire présente et synthétise le rapport d’orientations budgétaires suivant :

L’article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au Conseil municipal sur les orientations générales du budget, sur les engagements pluriannuels, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette dans un délai de 2 mois précédant l’examen de celui-ci. Ce débat doit permettre au Conseil municipal d’échanger sur les orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

1- Eléments de contexte économique

1-1 Au plan national et international

Ces deux dernières années, la croissance mondiale et les perspectives futures se sont détériorées. L’OCDE estime la croissance du PIB mondial à 2,9 % et autour de 3 % en 2020-2021. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB devrait ralentir à 2 % à l’horizon 2021. Au Japon et dans la zone Euro, elle devrait se situer à 0,7 % et 1,2 %. En Chine, on prévoit une croissance fléchissant à 5,5 % vers 2021, mais l’épidémie de coronavirus pourrait avoir des répercussions plus négatives. Les économies émergentes devraient connaître une reprise modeste.

L'OCDE se dit préoccupée par plusieurs points :

- l'absence d'orientations stratégiques pour faire face au changement climatique et à la révolution numérique.
- le changement de l'ordre multilatéral qui régulaient les échanges et équilibres géopolitiques.

Cette situation crée une forte incertitude qu'il devient urgent de juguler à travers l'action publique. L'OCDE préconise à cet effet une orientation claire des politiques de transition vers une croissance durable, sur fonds de révolution numérique et de défis liés au climat, afin de déclencher une accélération de l'investissement. L'OCDE préconise également d'agir pour une plus grande prévisibilité et transparence de la politique commerciale. Enfin elle recommande une action coordonnée des politiques fiscales et monétaires.

En ce qui concerne la France en particulier, la croissance du PIB serait confirmée à 1,2 % en 2019, contre 0,5 % en Allemagne et 0,3 % en Italie. Selon la Banque de France, elle se tasserait à 1,1 % en 2020, avant de revenir à 1,3 % en 2021 et 2022. En 2019 et 2020, la dégradation de l'environnement international se traduirait par un ralentissement marqué des exportations. En France néanmoins, la croissance résisterait, grâce au soutien de la demande intérieure. L'investissement des entreprises resterait lui porté par des conditions financières favorables. L'inflation totale atteindrait un creux à 1,1 % en moyenne annuelle en 2020, liée au ralentissement des prix de l'alimentation et de l'énergie. Elle atteindrait 1,3 % en 2021 et 1,4 % en 2022.

Pour la troisième année consécutive, les créations nettes d'emplois dans l'ensemble de l'économie seront supérieures à 250 000 en 2019 en moyenne annuelle. De 2016 à 2019, environ un million d'emplois auront été créés en France, essentiellement dans le secteur salarié marchand.

La croissance de la consommation des ménages s'élèverait à 1,2 % en 2019, et 1,5 % en 2020.

Après deux années de forte hausse, le taux d'investissement des ménages en pourcentage du revenu disponible devrait se stabiliser.

L'investissement des entreprises, très soutenu aux deuxième et troisième trimestres, apparaît particulièrement dynamique en 2019, affichant une hausse de 3,9 %. Ce dynamisme serait notamment imputable à l'investissement dans le numérique.

Les exportations françaises marqueraient un ralentissement marqué en 2019, à 2,2 % (après 3,5 % en 2018) et 1,9 % attendus en 2020. Les importations évolueraient pour leur part en lien avec la demande intérieure. Elles connaîtraient un pic en moyenne annuelle en 2020 (2,9 %) lié à l'accélération de la consommation des ménages, pour ensuite ralentir en 2021 et 2022.

La loi de finances pour 2020 s'appuie sur une prévision de croissance de 1,3% pour 2020 (contre 1,4% prévu initialement).

Elle prévoit de ramener le déficit public à 2,2% du PIB, en baisse de 20,4 milliards d'euros par rapport à 2019 (3,1% du PIB).

La dépense publique va croître de 0,7% en 2020. Elle doit passer à 53,4% du PIB, contre 53,8% attendu en 2019.

Quant au taux de prélèvements obligatoires, il s'élèvera à 44,3% du PIB (contre 44,7% prévu en 2019).

En 2020, le déficit budgétaire devrait atteindre 93,1 milliards d'euros.

Les principales mesures prévues par la loi de finances pour les particuliers sont les suivantes :

- une réduction de 5 milliards d'euros de l'impôt sur le revenu. La première tranche imposable est ramenée de 14 à 11% et le reste du barème est ajusté afin de concentrer les gains de la mesure sur les contribuables les plus modestes. Les ménages relevant des taux d'imposition les plus élevés (41% et 45%) ne sont pas concernés ;
- l'exonération de cotisations salariales des heures supplémentaires (comme en 2019) ;

- la défiscalisation et une exonération de toute cotisation sociale et contribution de la prime exceptionnelle, qui est reconduite en 2020 ;
- une nouvelle revalorisation de la prime d'activité à hauteur de 0,3% et une hausse de près de 10% des crédits dédiés à cette prime ;
- la suppression intégrale de la taxe d'habitation pour 80% des foyers fiscaux. Pour les 20% de foyers restants, la suppression s'échelonnait de 2021 à 2023.

1-2 Au plan local

L'année 2019 ne sera pas une année record sur le plan touristique mais reste une très bonne année. La base de loisirs a enregistré 85 728 entrées, contre 95 824 en 2018. On dénombre 53 262 entrées payantes en 2019, contre 49 702 en 2018.

La piscine municipale affiche 12 097 entrées en 2019, contre 15 698 en 2018, mais avec quatre jours d'ouverture en moins en raison de compétitions de natation et une journée non comptabilisée en raison de l'ouverture gratuite de l'établissement en pleine canicule.

Le thermalisme enregistre sur l'année 2 635 cures et 110 104 entrées au centre thermo-ludique. Le nombre de nuitées de la résidence des Bains de Casteljaloux s'établit à 19 612.

Le casino montre une progression de 16 % sur l'année.

Un hôtel de standing, le Clos Castel, a ouvert ses portes avenue du 8 mai 1945. Doté d'un bâtiment pour les séminaires, il ouvre notamment la voie au tourisme d'affaires dans la commune.

Dans le secteur des petits commerces de centre bourg, la tendance reste dynamique. Les pas de porte à vendre ou à louer trouvent des repreneurs dans des délais réduits.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics reste porté par les investissements publics et privés.

Dans le secteur industriel, la recherche de parcelles ou de locaux libres reste soutenue. Dans plusieurs secteurs de l'artisanat et de l'industrie, on relève des difficultés pour les chefs d'entreprise à recruter de la main-d'œuvre, y compris lorsqu'ils proposent de former les candidats.

2- La loi de finances 2020 et les collectivités locales

La loi de finances 2020 confirme la suppression définitive de la taxe d'habitation (TH) pour 80 % des foyers (pour les 20 % des ménages restants, la suppression se déploiera jusqu'en 2023). Le texte valide le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes dès le 1^{er} janvier 2021 et l'État compensera aux communes la différence entre la recette de taxe d'habitation supprimée et la ressource de taxe foncière départementale transférée au moyen d'un coefficient correcteur. Cette opération coûtera un milliard d'euros à l'État, soit le coût du différentiel entre les produits de TH (15,2 Md€) et le montant de la taxe foncière pour sa part départementale (14,2 Md€).

L'analyse de l'évolution des concours financiers aux collectivités locales montre une progression de 0,6 Md€ et atteint 49,8 Md€. Principale composante, la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements est stable (27 Md€). En son sein, les dotations de péréquation devraient évoluer dans les mêmes proportions que l'an dernier : + 90 M€ pour la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et une stabilité de la Dotation Nationale de Péréquation (DNP).

Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) croît de 350 M€ (+6%) par rapport à 2019 pour atteindre 6 Md€ de crédits en 2020. Les dotations de l'Etat en faveur de l'investissement demeurent aux montants de l'an passé

(notamment plus d'un milliard d'euros au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux – DETR).

Pour les Régions, la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) baisse de 55 M€ en 2020.

Le principe de la poursuite de la révision des valeurs locatives cadastrales pour les locaux d'habitation a été fixé, mais le processus sera effectivement lancé après 2022. L'Etat promet d'ores et déjà une compensation à l'euro près grâce à la mise en place d'un coefficient correcteur. Ce mécanisme prévoit que les surcompensations seront prélevées directement à la source et reversées aux communes sous-compensées par l'intermédiaire du compte d'avance.

La revalorisation forfaitaire des bases d'imposition est fixée à 0,9 %.

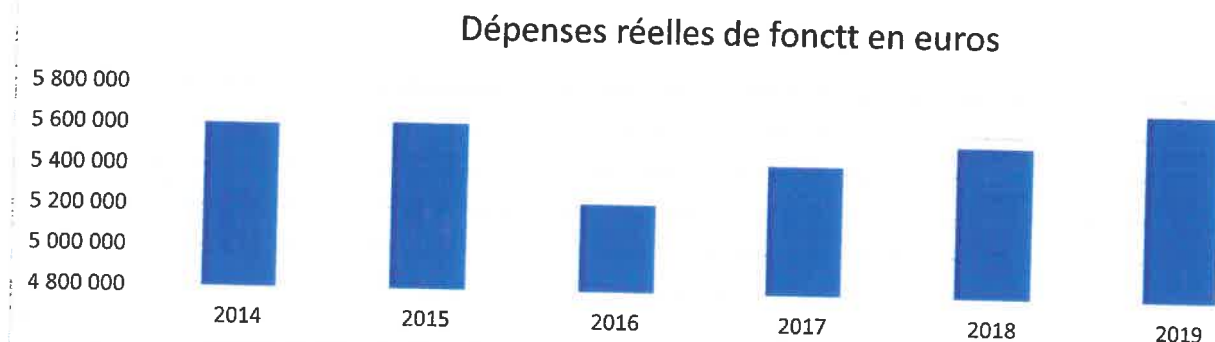
3- Analyse rétrospective (compte administratif)

3-1 L'année 2019 en chiffres et en perspective

a) Des dépenses réelles de fonctionnement en hausse de 3 %

En 2019, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 5 718 566 euros, soit une hausse de 171 797 euros par rapport à 2018, ce qui représente une progression de 3 % :

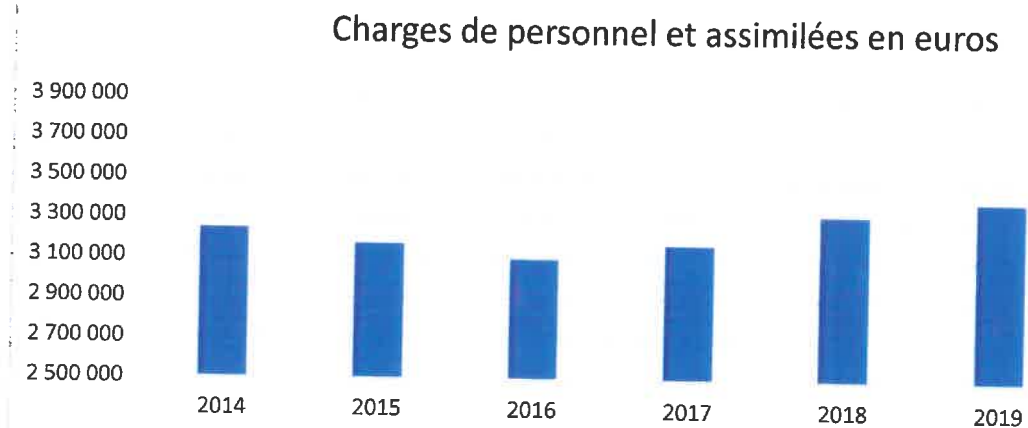
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses réelles de fonctionnement	5 607 953	5 620 892	5 233 036	5 439 281	5 546 769	5 718 566



Les charges de personnel et assimilées ont enregistré une hausse de 2,2 % en 2019 (+73 569 euros) et s'élèvent à 3 397 095 euros. Cette progression trouve son origine pour une part dans le glissement-vieillesse-technicité (GVT) et pour une autre part dans l'augmentation des remplacements pour arrêt maladie.

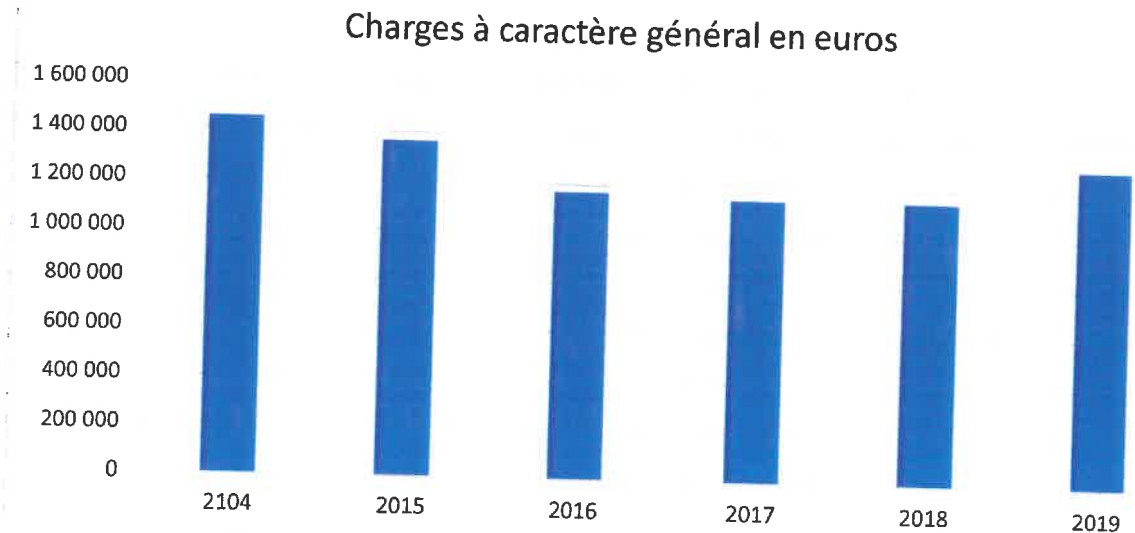
Les charges de personnel et assimilées atteignent 59,4 % des dépenses réelles de fonctionnement (contre 59,9 % en 2018). Cette proportion des charges de salaire s'explique essentiellement par une offre de services publics très importante et par la volonté municipale de ne pas déléguer ces missions de service public au secteur privé.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Charges de personnel et assimilées	3 244 461	3 170 412	3 096 005	3 170 696	3 323 526	3.397.095



Les charges à caractère général s'élèvent à 1 292 991 euros, ce qui représente une hausse de 143 613 euros par rapport à 2018 :

	2104	2015	2016	2017	2018	2019
Charges à caractère général	1 454 335	1 365 130	1 170 428	1 148 257	1 149 378	1 292 991

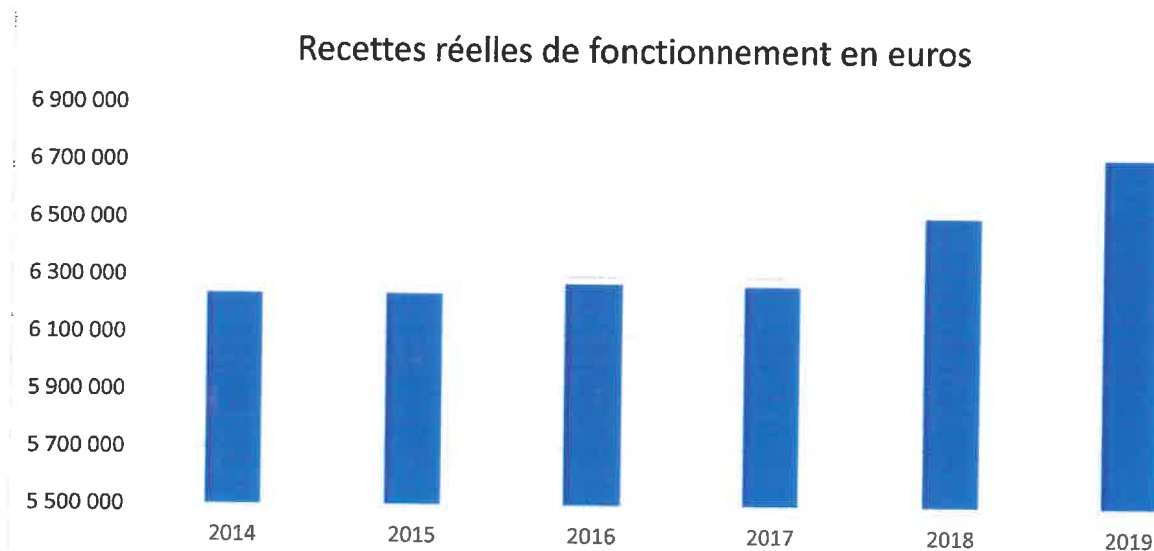


Ce sont donc ces charges à caractère général qui expliquent en grande partie l'augmentation des dépenses de fonctionnement. Le changement de la masse filtrante de la piscine, la vidéo-surveillance des bâtiments municipaux ou encore l'étude pour le CTG expliquent à eux plus de 50 % de cette hausse (76 000 euros).

b) Hausse sensible des recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement affichent une hausse de 208 039 euros (+ 3,2 %) et progressent plus vite que les dépenses réelles de fonctionnement :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes réelles de fonctionnement	6 238 466	6 238 830	6 275 222	6 268 665	6 511 718	6 719 757



Cette hausse des recettes est d'autant plus remarquable que les principales dotations de l'Etat poursuivent leur baisse (– 27 263 euros).

Le prélèvement sur le produit brut des jeux reste en progression (+119 499 euros) et explique pour une très large part la progression des recettes de fonctionnement. Si l'on intègre toutes les recettes le concernant, le casino rapporte en 2019 plus de 800 000 euros à la commune.

c) Les dépenses d'investissement

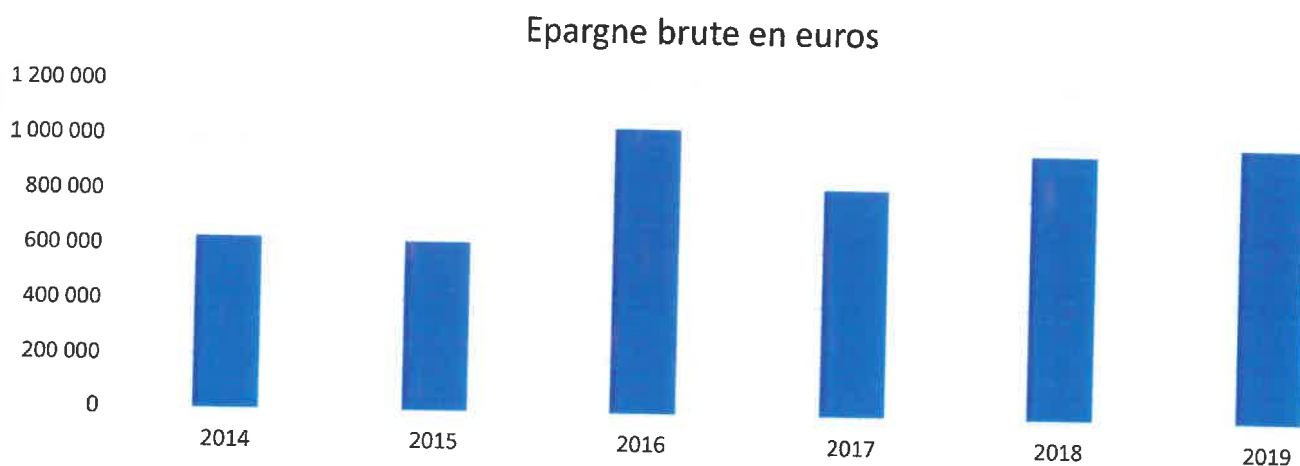
En 2019, les dépenses réelles d'investissement se chiffrent à 907 937 euros. Les restes à réaliser s'élèvent à 568 348 euros et comprennent notamment les études d'aménagement urbain et l'acquisition d'une parcelle à proximité du giratoire de la base de loisirs.

d) Evolution des soldes de gestion

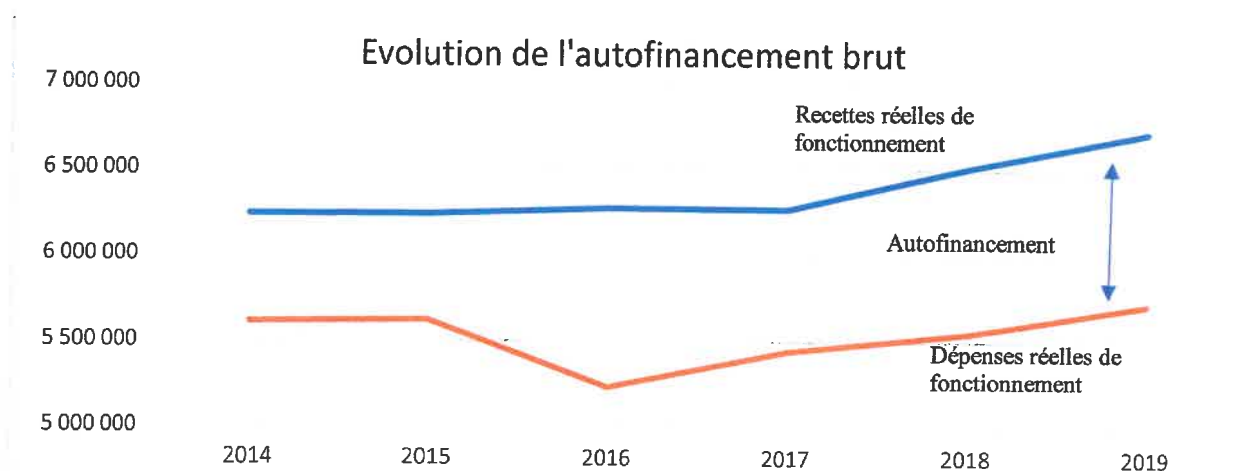
L'épargne brute (ou autofinancement brut) mesure l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Elle est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissements, notamment le remboursement de la dette et le financement des équipements. Cette épargne brute progresse en 2019, passant de 964 949 euros à 1 001 191 euros.

Il est généralement admis qu'un taux d'épargne brute (épargne brute/recettes réelles de fonctionnement) situé entre 8% et 15 % est satisfaisant. A Casteljaloux, ce taux s'élève à 15,3 %.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Epargne brute	630 513	617 938	1 042 186	829 384	964 949	1 001 191

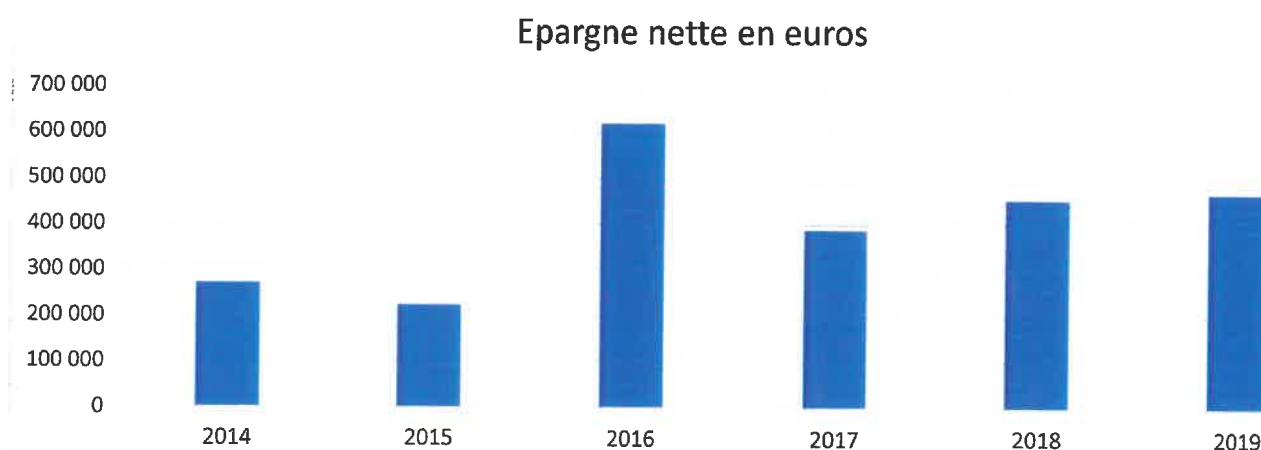


	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes réelles de fonctionnement	6 238 466	6 238 830	6 275 222	6 268 665	6 511 718	6 719 757
Dépenses réelles de fonctionnement	5 607 953	5 620 892	5 233 036	5 439 281	5 546 769	5 718 566



L'épargne nette donne l'autofinancement disponible après remboursement du capital de la dette. En 2019, elle s'élève à 469 137 euros, soit une progression de 14 188 euros :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Epargne nette	271 539	223 959	620 068	388 962	454 949	469 137



La capacité de désendettement de la commune s'élève à 5,9 années. Indicateur de solvabilité essentiel de la collectivité, la capacité de désendettement mesure la capacité de la commune à rembourser sa dette. Plus précisément, elle donne le nombre d'années dont aurait besoin la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en supposant qu'elle y consacre toutes ses ressources disponibles.

3-2 L'année 2019 sous l'angle des opérations d'investissements programmées au BP

➤ Aménagements urbains

Les études d'avant-projet des aménagements urbains ont été réalisées, en collaboration avec la SEM 47, le cabinet Palimpseste et le CAUE 47. Les projets présentés aux partenaires institutionnels et experts ont été unanimement salués pour leur qualité.

La rue Saint-Raphaël a été requalifiée. La chaussée a été refaite à l'aide d'un revêtement en béton désactivé. Un caniveau en pierre de Vianne a été posé et des végétaux ont été plantés, le tout pour un montant total de 80 000 euros.

Les couches d'usure des revêtements des places Louis-Jean Cappel et de Kunheim ont été appliquées.

En ce qui concerne la protection incendie, de nombreux poteaux et bâches ont été installés au cours de l'année sur tout le territoire communal.

➤ Bâtiments communaux

Les travaux de réfection de la toiture de la maison du Roy, siège de l'office de tourisme, ont pris du retard en raison du plan de charges des entreprises du BTP, mais ils débuteront en fin d'hiver.

➤ Equipements sportifs et de loisirs

La passerelle en bois chevauchant l'Avance pour ouvrir le chemin de randonnée s'étendant de la Bartère à la base de loisirs a été posée. Ce parcours pédestre de plus de deux kilomètres préfigure la ceinture verte qui fera le tour de la ville et rejoindra la voie verte entre Casteljaloux et Marmande, prévue sur l'emprise de l'ancienne voie ferrée.

➤ Ecoles

Les équipements numériques du projet ENIR ont été déployés dans les deux écoles publiques et les enseignants ont été formés à leur utilisation par le responsable informatique de la mairie.

4- Analyse rétrospective des budgets annexes

4-1 Camping de la piscine

Le compte administratif du budget annexe du camping de la piscine affiche un montant de dépenses réelles d'exploitation de 42 781 euros en 2019, contre 43 376 euros en 2018.

Les recettes progressent à 58 688 euros, contre 44 447 euros en 2018.

Le capital restant dû de la dette sur ce budget annexe s'élève à 17 540 euros au 31 décembre 2019.

4-2 Complexe touristique

Les dépenses réelles d'exploitation de la base de loisirs se sont élevées à 199 453 euros en 2019, contre 114 586 euros en 2018. L'augmentation des dépenses s'explique par l'ouverture d'une deuxième plage.

Les recettes réelles d'exploitation ont atteint 210 651 euros en 2019, comprenant les entrées à hauteur de 123 665 euros et des redevances et loyers à hauteur de 86 986 euros. Les dépenses réelles d'investissement ont atteint 231 017 euros, liées à l'ouverture d'une deuxième plage et divers renouvellements d'équipements (jeux...)

Le capital restant dû sur la dette de ce budget annexe s'élève à 231 744 euros au 31 décembre 2019.

5- Les orientations budgétaires pour 2020

5-1 Investissements

Les investissements en projet pour 2020 sont les suivants :

➤ Cadre de vie

La requalification de la place Gambetta inaugurera le vaste chantier des réaménagements urbains. Cette première tranche de travaux s'élèvera à 1 409 142 euros TTC et s'étendra de l'automne 2020 au début de l'année 2022, en trois phases opérationnelles distinctes. Pour 2020, une enveloppe de crédits de 500 000 euros sera inscrite.

➤ Voiries et réseaux

Le parking de La Bartère nécessite une réfection dont le montant a été estimé à 55 000 euros.

Le chemin de Paillasson nécessite une réfection évaluée à 27 900 euros.

En ce qui concerne la rue de Biremons, une étude a été commandée auprès d'un cabinet spécialisé. Par très fortes précipitations, l'eau de pluie en provenance des champs du bassin versant se déversent dans la rue et inondent la zone commerciale située route de Marmande. Les travaux à prévoir s'élèvent à un montant total de 240 000 euros. Une première tranche de travaux de 120 000 euros est prévue en 2020, mais nécessite la réalisation de travaux préalables de la communauté de communes, toujours en attente.

Une provision de 80 000 euros sera soumise au vote pour les extensions de réseaux.

➤ Sécurité

Une enveloppe de 25 000 euros sera proposée pour l'acquisition d'un premier dispositif de vidéo-surveillance et après concertation de la population.

➤ Enfance jeunesse

La mise en œuvre d'un portail numérique unique pour les familles couvrant toutes les activités liées à l'enfance sera proposée dans le courant de l'année. L'objectif est de simplifier toutes les démarches des familles concernant la vie de leurs enfants, qu'il s'agisse des activités scolaires, périscolaires, du centre de loisirs, de la crèche ou encore de la halte-garderie (paiement, réservations, activités, etc.).

Une enveloppe budgétaire de 37 000 euros est prévue pour la création d'un city stade, c'est-à-dire un terrain urbain multisports à destination des enfants et des adolescents.

➤ Bâtiments communaux

Une enveloppe de crédits de 35 000 euros sera inscrite pour la mise en accessibilité des bâtiments communaux.

Par ailleurs, la toiture de l'immeuble occupée par Castel O jeunes doit être refaite, pour un montant prévisionnel de 38 500 euros TTC.

➤ Equipements des services

Trois véhicules des services techniques devront être remplacés, pour un montant prévisionnel de 66 000 euros.

Pour le budget primitif 2020, l'enveloppe prévisionnelle d'investissements nouveaux s'élèvera à 1 200 000 euros.

Ce volume d'investissement, ainsi que celui correspondant aux restes à réaliser (568 348 euros), seront intégralement autofinancés et il n'est prévu aucun recours à l'emprunt en 2020.

5-2 Fonctionnement

Le maintien des services publics reste un objectif prioritaire dans tous les secteurs d'activité : culture (médiathèque, école des musiques, cinéma), social (CCAS, aides sociales), seniors (portage de repas à domicile, transport à la demande, animations), enfance et petite enfance (centre de loisirs, crèche, halte-garderie, relais d'assistantes maternelles), sport (stades, salles de sport, piscine), écoles (activités périscolaires, cuisine centrale), associations (service de soutien, soutien logistique, régime de subventions), loisirs (salle d'animation, programme de manifestations), économie (zone d'activité, accueil d'investissements), etc.

Pour autant, la maîtrise des dépenses de fonctionnement restera à l'ordre du jour.

Comme dans toute activité de service, les charges de salaire et assimilées constituent le principal poste de dépense de la section de fonctionnement (59,9 % en 2018, 59,4 % en 2019). La commune n'a procédé à aucun recrutement net en 2019. Seuls les départs en retraite sont remplacés. Mais à effectif constant, la masse salariale continue de progresser par le jeu du glissement vieillesse technicité (GVT), en raison des avancements d'échelons, des avancements de grade, des changements de cadre d'emplois.

En ce qui concerne l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement, l'objectif consiste à ne pas dépasser une hausse annuelle de 2 %.

En ce qui concerne l'évolution du besoin de financement, il n'est pas prévu de recourir à l'emprunt. Les investissements seront intégralement autofinancés.

6 Orientations budgétaires concernant les budgets annexes

6-1 Camping de la piscine

Des travaux de goudronnage des allées sont devenus indispensables. Ils ont été chiffrés à 7 000 euros. Des dépenses d'éclairage sont également à prévoir, pour un montant prévisionnel de 3 200 euros.

6-2 Complexe touristique

Pour répondre à la très forte affluence de la base de loisirs, une deuxième plage surveillée a été aménagée, entre le casino et les chalets du lac. Le seul investissement substantiel à prévoir en 2020 concerne l'installation d'un poteau de défense incendie, pour un montant de 12 500 euros.

7 La gestion de la dette

Au 31 décembre 2019, le capital restant dû de la dette du budget principal s'élève à 5 989 511 euros (6 258 146 euros en consolidé avec les budgets annexes), ce qui représente un montant par habitant de 1 291 euros, contre 762 euros pour la moyenne de la strate en 2018. Toutefois, comme le souligne la Direction générale des collectivités locales (DGCL), les montants des emprunts dans les communes touristiques sont beaucoup plus importants que ceux de la moyenne des communes de même strate.

A Dax par exemple, ville thermale la plus importante du Sud-Ouest, la dette s'élève à 2 231 euros par habitant en 2018, malgré l'existence d'une communauté d'agglomération qui finance une large part des investissements présents sur la ville. A Cazaubon (Barbotan les thermes), la dette s'élève à 1 117 euros par habitant, à

Bagnères de Bigorre à 1 896 euros. Certaines stations de tourisme de montagne peuvent même dépasser 15 000 euros par habitant.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'en raison du caractère touristique de la commune, la population de Casteljaloux est surclassée à 6 300 habitants, en vertu d'un arrêté préfectoral, ce qui signifie qu'en raison de la fréquentation touristique, la population de la commune équivaut à 6 300 habitants. Ramenée à ce nombre, la dette par habitant ne se chiffrerait plus qu'à 950 euros par habitant.

En 2020, l'annuité de la dette s'élèvera à 768 054 euros, dont 562 204 euros en capital et 205 850 euros en intérêts. Au mois de décembre 2020, le capital restant dû s'élèvera à 5 427 308 euros.

En ce qui concerne la composition de la dette, les emprunts structurés (dont le score Gissler est supérieur à 1 A) représentent 61 % du montant total des emprunts souscrits. Ils sont au nombre de deux. L'emprunt Sfil, dont le capital restant dû s'élève à 3 142 448 euros, est classé 3 E. L'emprunt Caisse d'Epargne, dont le capital restant dû s'élève à 511 762 euros, est classé 4 B.

Le profil d'extinction de la dette du budget principal est le suivant :

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Annuité	Capital restant dû
2020	5 989 511,67	562 203,86	205 850,81	768 054,67	5 427 307,81
2021	5 427 307,81	602 051,65	186 775,07	788 826,72	4 825 256,16
2022	4 825 256,16	602 869,89	167 650,71	770 520,60	4 222 386,27
2023	4 222 386,27	605 866,02	146 843,34	752 709,36	3 616 520,25
2024	3 616 520,25	633 442,00	126 154,21	759 596,21	2 983 078,25
2025	2 983 078,25	658 367,90	103 970,19	762 338,09	2 324 710,35
2026	2 324 710,35	508 600,23	81 090,77	589 691,00	1 816 110,12
2027	1 816 110,12	472 310,75	62 197,88	534 508,63	1 343 799,37
2028	1 343 799,37	436 983,62	44 653,18	481 636,80	906 815,75
2029	906 815,75	302 561,68	29 013,99	331 575,67	604 254,07
2030	604 254,07	326 098,07	19 173,41	345 271,48	278 156,00
2031	278 156,00	278 156,00	9 689,16	287 845,16	0,00

Le prélèvement sur le produit brut des jeux du casino rapporte l'équivalent de l'annuité de remboursement de la dette. En d'autres termes, la dette communale est remboursée par les recettes perçues sur le casino.

8 La politique fiscale

En ce qui concerne les valeurs locatives autres que professionnelles qui servent de base fiscale, l'article 50 undecies de la loi de finances 2017 a instauré à compter de

2018 une mise à jour annuelle automatique en fonction non plus de l'inflation prévisible, mais en fonction du dernier taux constaté. Ce taux est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2, soit 0,9 %, sous réserve d'une notification officielle.

Pour 2020, il sera proposé une nouvelle fois de ne pas augmenter la fiscalité. Les taux d'imposition communaux resteront donc stables au niveau suivant :

- taxe d'habitation 16,52 %
- taxe sur le foncier bâti 22,37 %
- taxe sur le foncier non bâti 59,14 %

Ils n'ont pas augmenté depuis 2008 et ont baissé de 3 % en 2014.

Madame Vidal déclare que la dette par habitant n'est pas de 950 euros mais de 1 291 euros. Il s'agit d'un effet de communication laissant penser que la dette aurait fortement diminué. En réalité, il n'y a pas selon elle des touristes présents toute l'année. Ensuite, en ce qui concerne le city stade, elle constate que le coût prévisionnel s'élève à 37 000 euros, alors que le leg s'élève à 50 000 euros. Elle souhaite savoir ce que financeront les 13 000 euros restants. Enfin, en troisième point, elle se réjouit de la stabilité fiscale.

Madame le Maire répond qu'elle ne va pas mettre les 13 000 euros dans sa poche, contrairement à ce que disent certains. S'il reste 13 000 euros, ils seront affectés au budget général, ce qui permettra de financer une partie de la nouvelle piste de saut au stade, étant entendu que le club d'athlétisme finance aussi la moitié de ces travaux. Sur la question de la dette par habitant, madame le Maire explique qu'elle ne dit pas qu'elle n'est pas de 1 291 euros par mois. Elle rappelle qu'elle n'a pas l'habitude des effets de communication et se déclare très surprise. Il n'est pas question de faire croire que la dette n'est pas de 1 291 euros par habitant. L'idée consiste à expliquer que Casteljaloux ne peut être comparée à une commune non touristique. La population n'augmente pas qu'en période estivale, car il y a aussi des curistes de mars à fin

novembre. Il existe une population touristique qui fait vivre l'économie locale. Elle rappelle que son propos consiste à affirmer que l'on ne peut comparer que ce qui est comparable et qu'un arrêté préfectoral surclasse démographiquement la commune à 6 300 habitants.

Madame Vidal constate que leur opinion sur le sujet est divergente.

L'assemblée prend acte du rapport.

III - COMMISSION TRAVAUX-URBANISME-ENVIRONNEMENT :

Objet : N°004/2020 – Constitution de servitude au bénéfice du SDEE 47 :

Monsieur Doucet présente le rapport suivant :

Le SDEE 47 doit implanter un ouvrage de distribution publique sur une parcelle communale cadastrée section K numéro 593, située sur la base de loisirs. L'ouvrage sera réalisé sous terre, dans une bande d'un mètre de largeur sur une longueur de 75 mètres.

Il convient donc d'autoriser Madame le Maire à signer cette convention de servitude amiable à cet effet.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Considérant la demande du SDEE 47,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'autoriser madame le Maire à signer une convention de servitude amiable pour la construction d'une ligne de distribution électrique de 75 mètres de longueur, établie sur une parcelle communale cadastrée section K numéro 593, au lieu-dit Maynéou.

Madame le Maire souhaite faire une observation au sujet de la future station d'épuration du Center parcs. Contrairement à ce que certains ont affirmé, elle ne se situera pas sur le bord de la route qui mène aux chalets du lac. A cet endroit, sera construit le bâtiment de la régie du syndicat Eau 47. Il y a eu un déboisement pour la durée des travaux mais cet endroit en bord de route sera intégralement reboisé. La station d'épuration sera située beaucoup plus loin.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N°005/2020 – Aménagements urbains - Demande de subvention au titre de la DETR par tranche fonctionnelle

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Madame le Maire explique que les services de l'Etat ont demandé de rééchelonner les travaux de rénovation urbaine en raison de l'enveloppe de dotation de l'Etat disponible. La même demande a été faite à la communauté de communes.

Elle résume ensuite le rapport suivant :

Au cours de la réunion du 27 décembre 2019, le Conseil municipal a décidé de lancer le programme d'aménagements et de requalification urbains. L'intégralité du projet a été présentée à cette occasion.

La première phase de ces travaux, dont le commencement est prévu au mois d'octobre 2020, concerne la place Gambetta et sa périphérie immédiate. Le montant global de cette phase de travaux s'élève à 1 409 142,91 euros TTC, études et maîtrise d'œuvre comprises.

A cette occasion, une demande de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) a été déposée.

Considérant l'enveloppe budgétaire disponible pour la DETR et les critères d'éligibilité de cette dotation, il est proposé par les services de l'Etat de scinder l'opération en trois tranches fonctionnelles. Madame le Maire rappelle que la première phase (place Gambetta), dans sa globalité (y compris dépenses non éligibles à la DETR), comprend les opérations suivantes :

Désignation	Montant en euros
Installation	15 000
Trottoirs et parking	282 415
Bordures et caniveaux	157 497
Terrassements	53 785
Travaux paysagers	15 600
Mobilier fontainerie ferronnerie	393 487
Eclairage (reste à charge pour la commune)	15 594
Tranchées techniques	13 732,60
Assainissement	33 605
TOTAL TRAVAUX	980 715,60

TOTAL TRAVAUX	980 715,60
Frais d'études complémentaires et imprévus (7%)	68 650,09
Honoraires MOE 5,56 % des travaux + honoraires tranche ferme	124 920,07
TOTAL TRAVAUX ET ETUDES HT	1 174 285,76
TVA 20 %	234 857,15
TOTAL TRAVAUX ET ETUDE TTC	1 409 142,91
TOTAL TRAVAUX ET ETUDE TTC	1 409 142,91

Madame le Maire propose de programmer l'opération selon les trois tranches fonctionnelles suivantes :

- tranche fonctionnelle 1 : cœur de la place Gambetta
- tranche fonctionnelle 2 : fontaine, prolongement Grand Rue et parvis du café-restaurant
- tranche fonctionnelle 3 : mobilier, promenade couverte, wc publics

La répartition des dépenses prévisionnelles potentiellement éligibles à la DETR 2020 pour la première tranche fonctionnelle s'élève à 383 692 euros HT et se décompose ainsi :

TRANCHE OPERATIONNELLE 1 (présentée au titre de la DETR 2020)	
Désignation	Montant en euros HT
Installation	9 000
Trottoirs et parking	197 870
Bordures et caniveaux	115 265
Terrassements	30 655
Tranchées techniques	11 787
Travaux eaux pluviales	19 115
TOTAL TRAVAUX	383 692

Madame le Maire propose de solliciter une subvention au titre de la DETR de 30 % de ce montant, soit 115 107 euros ($383\,692 \times 0,30$).

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement d'attribution de la DETR,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de solliciter une subvention de l'Etat au titre de la DETR de 30 %, pour la première tranche fonctionnelle des aménagements urbains concernant la place Gambetta, dont le montant s'élève à 383 692 euros HT,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue d'appliquer cette décision.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

IV - COMMISSION SPORTS – LOISIRS :

Objet : N°006/2020 – Demande de subvention pour un emploi associatif :

Pour les deux rapports suivants, madame le Maire demande à monsieur Lanzutti de quitter la salle afin qu'il ne participe ni au débat, ni au vote.

Monsieur Ducasse présente le rapport suivant :

La commune a été saisie par l'USC rugby d'une demande d'aide au financement d'un emploi associatif à hauteur de 20 % du salaire chargé.

Le salarié est au sein du club responsable de la gestion administrative et logistique. Il est recruté sous contrat aidé CUI-PEC (contrat unique d'insertion-parcours emploi compétences).

Le montant prévisionnel de son salaire chargé s'élève à 19 860 euros par an. L'Etat intervient à hauteur de 5 220 euros.

La commune est sollicitée à hauteur de 20 %, soit un prévisionnel de 3 972 euros par an. Il resterait à la charge de l'association un montant de 10 668 euros par an.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'attribuer à l'association USC rugby une subvention de 20 % du salaire chargé d'un emploi de chargé de gestion administrative et logistique, à compter du 1^{er} mars 2020, pour la durée du contrat aidé CUI-PEC,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue d'appliquer cette décision.
- La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité (M Lanzutti n'a pas participé au vote).

Objet: N°007/2020 – Demande de subvention pour la poursuite d'un emploi associatif :

Monsieur Ducasse présente le rapport suivant :

La commune a été saisie par l'association de l'Union sportive casteljalousaine rugby d'une demande de subvention pour la poursuite d'un emploi associatif à temps plein.

Ce poste est destiné à former des joueurs et des éducateurs bénévoles, ainsi qu'à assurer la communication autour du club. L'objectif est également d'augmenter le nombre de licenciés par des actions en milieu scolaire et périscolaire, par l'organisation d'événements de vacances et par la création d'une section sportive en partenariat avec les collèges de la ville.

La commune interviendrait à nouveau à hauteur de 20 % de la charge salariale annuelle, soit un montant prévisionnel de 4 200 euros par an.

Ce poste serait également financé par le Conseil départemental, dans le cadre du régime d'aide aux « Emplois sportifs », à hauteur de 20 % du salaire minimum conventionnel, charges patronales comprises.

Selon le régime départemental, la collectivité siège de l'association doit intervenir au moins au même niveau.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande pour les deux ans de contrat restant à courir.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- d'attribuer à l'association Union sportive casteljalousaine rugby une subvention de 20% du salaire (charges patronales comprises) d'un emploi associatif, d'un montant prévisionnel annuel de 4 200 euros, en complément de l'aide du Conseil

- départemental de Lot-et-Garonne, pour les deux ans de contrat restant à courir (2020 et 2021).

- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue d'appliquer cette décision.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité (M Lanzutti n'a pas participé au vote).

Madame le Maire demande à ce que monsieur Lanzutti regagne l'assemblée.

V - COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES :

Objet : N°008/2020 – Demande de subvention exceptionnelle pour l'association des Amis de l'Harmonie

Madame Frauciel présente le rapport suivant :

La commune a été saisie par l'association des amis de l'Harmonie municipale d'une demande de subvention exceptionnelle de 1 000 euros pour leur participation à l'ouverture du match de rugby France Angleterre, qui s'est déroulée au stade de France le 2 février 2020.

Sous l'autorité du directeur de l'école des musiques de Casteljaloux, 100 musiciens venus du Lot-et-Garonne, du Gers, de Gironde et des Landes se sont rendus à Saint-Denis et ont joué les hymnes nationaux anglais et français en ouverture de la rencontre internationale de rugby du 2 février 2020 au stade de France.

Les musiciens étaient réunis sous l'appellation « 100 % Gascons ». L'objectif était de réunir la plus grande et la plus belle banda du stade de France jamais réunie pour un tel événement. L'ensemble comprenait plusieurs musiciens de l'Harmonie municipale et il était dirigé par le directeur de l'école des musiques de Casteljaloux, à l'origine du projet.

La fédération française de rugby a financé 80 petits déjeuners, 170 repas et a offert aux musiciens 80 places.

Le budget transport de l'opération s'est élevé à 5 190 euros. Le Département du Gers a voté une subvention de 3 000 euros, le Département de la Gironde de 500 euros et l'association du festival des bandas de Lectoure a décidé de participer à hauteur de 690 euros.

Madame le Maire propose de donner un avis favorable pour une subvention communale exceptionnelle de 1 000 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de voter une subvention exceptionnelle de 1 000 euros à l'association des amis de l'Harmonie, pour sa participation à l'ouverture du match de rugby France Angleterre du 2 février 2020,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue d'appliquer cette décision.

Madame Girard observe que le Conseil départemental de Lot-et-Garonne n'est pas cité.

Madame Frauciel répond qu'il n'a pas souhaité participer au financement.

Madame Vidal explique que ce n'est pas faute pour elle d'avoir soutenu la demande.

Madame le Maire ajoute qu'il s'agissait d'un événement exceptionnel et que le Département du Gers a su se saisir de cette occasion.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

VI – AFFAIRES GENERALES :

Objet : N°009/2020 – Réévaluation de la participation à la protection sociale complémentaire :

Madame le Maire présente le rapport suivant :

Conformément à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent.

La participation de l'employeur peut porter :

- soit sur le risque « santé » : risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et risques liés à la maternité,
- soit sur le risque « prévoyance » : risques d'incapacité de travail et le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès,
- soit à la fois sur le risque « santé » et le risque « prévoyance ».

La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Dans ce cadre, les collectivités peuvent :

- aider les agents qui ont souscrit un contrat ou adhéré à un règlement qui aura été préalablement labellisé dans les conditions prévues par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011
- ou engager une procédure de mise en concurrence à l'issue de laquelle une convention de participation sera conclue avec un opérateur.

La commune contribue à ce jour au financement des contrats de prévoyance des agents de la collectivité pour les contrats labellisés, à hauteur de 5 euros par mois, ce qui représente entre 10 % et 30 % de la cotisation mensuelle environ, selon le niveau de salaire des agents concernés. Madame le Maire propose de doubler cette

participation, soit 10 euros par mois (120 euros par an), ce qui représente une enveloppe budgétaire annuelle d'environ 12 000 euros.

Le comité technique paritaire du 23 décembre 2019 a émis un avis favorable à l'augmentation de la participation municipale.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu l'avis du comité technique paritaire du 23 décembre 2019,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de verser une participation mensuelle de 10 euros à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie prévoyance labellisée, à compter du 1^{er} mai 2020,

- d'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents.

Madame le Maire explique que le Comité technique des agents de la municipalité a demandé à deux reprises l'augmentation de la participation à la protection sociale complémentaire.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N°010/2020 – Décisions prises par délégation du Conseil municipal :

Monsieur Boldini présente le rapport suivant

Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 16 février 2017.

Marchés publics

- | | |
|---|------------------|
| - Fournitures d'éclairage LED pour le terrain de tennis
(21-11-2019) | |
| Yesss Electrique | 12 727 ,14 € TTC |
|
 | |
| - Passerelle sur l'Avance
(10-01-2020) | |
| Entreprise GOACOLOU | 22 786,15 € TTC |
|
 | |
| - Etude de programmation pour la Médiathèque
(29-04-2019) | |
| Cabinet EMERGENCE | 22 992 € TTC |

- Convention territoriale globale
(16-04-2019)

AC CONSEIL

19 500 € TTC

Concessions dans le cimetière communal :

- *Cellule dans l'espace funéraire :*

Bénéficiaire : M. CHABIRON François

Durée : 30 ans

Date : 15 Novembre 2019

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

VII – QUESTIONS DIVERSES :

Madame le Maire rappelle qu'il s'agit du dernier Conseil municipal de ce mandat. Les uns et les autres auront connu durant ce mandat quelques tourments. Aucune personne n'a été épargnée. Une cabale a été orchestrée, ce qui a fait planer une atmosphère de suspicion et de délation. Malgré cela, les élus ont maintenu le cap et ont fait ce pourquoi ils avaient été élus, à savoir œuvrer dans l'intérêt général et au service des Casteljalousains. Elle souhaite à travers cette intervention, rendre un hommage appuyé aux Conseillers municipaux qui cessent leurs fonctions et ne se représentent pas. Ces élus ont tout donné pour la commune. Ils ont tout donné et n'ont pas été épargnés. Casteljaloux leur est reconnaissante (elle cite les élus concernés). Casteljaloux les remercie et elle les remercie en son nom propre, car leur aide a été salvatrice dans des moments compliqués. Elle remercie toute l'équipe de la majorité.

Elle remercie également madame Vidal, seule depuis une longue période dans l'opposition. Elle n'oublie pas que madame Vidal avait déclaré qu'elle ne représentait pas l'opposition mais la minorité, ce qu'elle a illustré en votant 98 % des délibérations. Aujourd'hui, le climat est à nouveau serein. Les divergences avec madame Vidal n'empêchent pas le respect mutuel. Madame le Maire remercie ensuite les services de la municipalité. Elle termine par une pensée émue pour monsieur Lacombe et monsieur Arès, tous deux disparus en cours de mandat.

Monsieur Boldini remercie aussi l'assemblée, après un parcours de 25 ans comme élus pour certains d'entre eux. Il s'associe à toutes les félicitations et remerciements de madame le Maire. Il déclare qu'il ne se sent pas inquiet pour les futurs élus car les finances sont saines. Il faudra continuer à être vigilant. Il se dit certain que la ville continuera à être bien gérée.

Monsieur Philippe explique également que cela fait 25 ans qu'il est entré au Conseil municipal. Il gardera pour sa part « un pied à droite et à gauche » à travers ses engagements associatifs variés.

Madame Vidal ajoute que même s'il existe des divergences, elle remercie également les élus qui ne seront pas présents au prochain Conseil municipal.

En l'absence d'autres interventions, madame le Maire lève la séance à 20h35.

Le Secrétaire de Séance,



Madame le Maire,



Mme CASTILLO	M. BOLDINI	Mme FRAUCIEL	M. DOUCET	M.DUCASSE
Mme CASTAGNET	Mme DA COSTA FREITAS	Mme ABADIA	Mme MULET	Mme TAUZIN
M. PHILIPPE	M. TERMES	M. REMAUT	Mme COSTA	Mme GIRARD
M. LANZUTTI	Mme VIDAL			